

LA MATINÉE:

9h : accueil

9h 15 : « managers et enseignants, le mariage impossible »

• **Table ronde avec**

Éliane LANCETTE SNUIPP

Sylvain VERDIER UNATOS

Claudie MARTENS SNES

Témoignages de syndicalistes et d'usager de services publics.

10h15 à 12h : débat

Invités : organisations syndicales départementales, associations, AT-TAC

12h : apéritif,

puis départ à la manifestation.

FSU 91

Place des terrasses de l'agora
Maison des syndicats
91034 EVRY CEDEX

téléphone : 01 60 77 97 54

Télécopie : 01 60 77 97 73

Messagerie : fsu91@fsu.fr



Samedi 19 novembre

Manifestation

**13h30 à Paris, place d'Italie,
vers l'assemblée Nationale**

CONVERGEONS ENSEMBLE

pour la défense et le développement des Services Publics.

Après la manifestation de Guéret (Creuse), l'hiver dernier, des collectifs de défense des services publics se sont regroupés pour créer une fédération, structure souple, permettant de faire converger les initiatives. C'est ainsi qu'a été décidée de faire une manifestation à Paris, le 19 novembre, à l'occasion du congrès des maires de France., et aussi de la conclusion des travaux de la conférence sur les services publics en milieu rural.

Cette manifestation s'organise autour de 3 axes:

- **Résister** à toute privatisation ou démantèlement.
- **Reconquérir** des services publics de qualité, partout, et pour tous
- **Exiger** une autre politique en France et en Europe.

Cette initiative est soutenue par des organisations syndicales, dont la FSU, des associations (ATTAC, LDH, etc), des partis politiques et des collectivités locales.

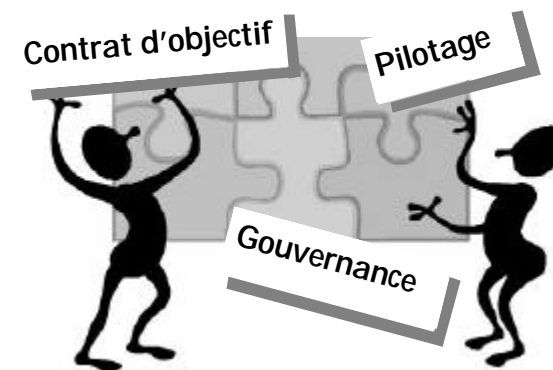


FSU 91

Forum

Comprendre pour agir!

École, services publics,
nouvelle logique d'entreprise



19 novembre 2005

9 h à 12 h 30.

Salle du Canal à sainte
Geneviève des Bois

(à côté du lycée Einstein)

S'y rendre :

RER C, gare de sainte Geneviève des bois, covoiturage organisé à partir de la gare à 8h45. (coté marché)

Voiture : Francilienne, sortie Fleury Mérogis, direction Sainte Geneviève, aller jusqu'au 1er rond point, direction Sainte Geneviève, la rue du Canal est à droite après le bois.

Un nouvel ordre éducatif mondial

L'OMC, la Banque Mondiale, l'OCDE et la Commission Européenne voient d'abord dans l'éducation et la formation un instrument au service de l'économie. Elles veulent, comme il est écrit de façon lancinante dans leurs rapports, y adapter les systèmes éducatifs, les rendre plus flexibles, généraliser la logique managériale directement importée des entreprises.

Voire, comme voudrait l'OMC, faire de l'éducation une marchandise, obéissant aux règles commerciales, et dont les élèves et étudiants seraient des clients plus ou moins solvables.

-
- **OMC** : Organisation Mondiale du Commerce dont le principal objectif de « *favoriser autant que possible l'harmonie, la liberté, l'équité et la prévisibilité des échanges* ».
 - **Banque Mondiale** : institution spécialisée dans la fourniture de prêts aux pays pauvres sous conditions de « modernisation » de leur économie.
 - **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économique créée au départ pour administrer l'aide des États-Unis et du Canada (plan Marshall) dont la mission est de « *...promouvoir l'économie de marché, développer le libre échange...* ».

La LOLF

Loi organique relative aux lois de finances

Révolution culturelle est une expression qui revient souvent pour caractériser la nouvelle loi organique relative aux lois de finances votée en 2001 et entrant en vigueur le 1er janvier prochain.

Le budget, version LOLF, se décline maintenant en programmes, sous divisés en actions assorties d'objectifs et d'indicateurs de performance.

Ainsi, le budget de l'état se rapproche de nombreux autres pays de l'OCDE : introduction d'une logique de résultats plutôt que de moyens, introduction de modes de gestion proches de celles du secteur privé. Le principe dit de « fongibilité asymétrique », vise à limiter la progression de l'emploi public. Il prévoit en effet que la masse salariale affectée à chaque programme sera plafonnée. Le risque est grand de voir la Lolf permettre une destruction massive d'emplois publics et une marchandisation accrue des services publics.

Quelques indicateurs de « performance » pour le système éducatif en 2010 :

Taux d'accès au bac de 65% (2,5% de plus qu'en 2003 !)

Pourcentage d'élèves ayant passé un bilan de santé à 6ans : 80% (88% en 2003).

A lire

Alternatives économiques

N° 240, Octobre 2005

Nouveaux regards N°29, printemps 2005

École libérale, école inégale

Yves CAREIL, nouveaux regards, syllepse

OMC, AGCS, vers la privatisation de la société

Nouveaux regards, Syllepse

Les enjeux de la gouvernance

Que se cache-t-il derrière ce terme ?

La gouvernance est devenue en quelques années un mot-clé du vocabulaire politique. Dans son acception moderne, le mot est un anglicisme, emprunté au monde de l'entreprise. Il désigne une nouvelle façon de gouverner.

L'usage politique de la notion peut donc être directement mis en relation avec la question du rôle de l'État dans un système mondialisé, mais en réalité de plus en plus fragmenté en raison des mouvements de décentralisation et de dérégulation.

La gouvernance et les nouveaux modes de coordination qu'elle préconise permettent, par exemple, d'instituer un véritable gouvernement de l'éducation en Europe alors même que les traités (Nice, TCE) semblent l'interdire.

Mais la gouvernance peut aussi être conçue comme une nouvelle approche, basée sur le dialogue, la discussion et le consensus, et pouvant rapprocher les citoyens du pouvoir.

Cette approche ignore ou sous-estime, les effets pervers d'une gouvernance basée sur la performance et sur la contractualisation.

Enfin, la gouvernance s'appuie sur des indicateurs, des contrôles et des évaluations. En même temps, des outils intéressants de ce point de vue sont aujourd'hui menacés parce qu'ils sont trop indépendants du pouvoir politique. Cela met en lumière une autre face, bien moins séduisante, de la réalité du « management public » et de la gouvernance !